

# Labour Party en 2011 : des orientations encore mal définies

**Monique Saliou\***


*\* Experte associée  
à la Fondation Jean-Jaurès*

Le congrès annuel du Parti travailliste s'est tenu à Liverpool du 24 au 28 septembre 2011. Le précédent congrès, réuni à Manchester en septembre 2010, avait été marqué par la tentative de retrouver un nouvel élan après la défaite du mois de mai 2010 et la formation du gouvernement de coalition entre les conservateurs et les libéraux. Gordon Brown venait de démissionner de ses fonctions dans le parti, Tony Blair avait disparu de l'avant-scène. Le duel entre leurs deux héritiers potentiels, Ed et David Miliband, avait tourné à l'avantage du « browniste » Ed. La désignation de celui-ci grâce aux voix des syndicats, sa revendication d'un droit d'inventaire sur les treize années passées par les travaillistes au pouvoir, avaient conduit certains à parler, un peu imprudemment, de virage à gauche du Labour Party.

Le congrès de Liverpool devait permettre de montrer que les travaillistes avaient commencé à reconstituer leurs forces et leurs idées dans l'opposition, et que Ed Miliband avait réussi à asseoir son leadership sur un parti fracturé par des années de luttes intestines. Le bilan de ce congrès, qui ne fera pas date dans l'histoire, montre à la fois la fragilité persistante d'Ed Miliband et la difficulté des travaillistes à dégager une orientation convaincante en politique intérieure comme en politique étrangère.

## ED MILIBAND : UN LEADERSHIP ENCORE MAL ASSURÉ

Le traditionnel sondage réalisé à la veille des congrès annuels des trois grands partis (dans l'ordre, les libéraux-démocrates, les travaillistes et les conservateurs) montre



Labour Party  
en 2011 :  
des orientations  
encore mal définies


qu'à la fin du mois de septembre 2011, les conservateurs bénéficiaient de 37 % d'opinions favorables contre 36 % pour les travaillistes et 12 % pour les libéraux-démocrates. La violence de l'austérité budgétaire mise en œuvre par le gouvernement de David Cameron, le discrédit des libéraux-démocrates contraints d'endosser une politique éloignée de leurs promesses de campagne auraient pu ou dû permettre aux travaillistes de redevenir attractifs. Ce n'est manifestement pas encore le cas, les sondeurs concluant que le parti perdrait au moins douze sièges à une élection générale qui se déroulerait au même moment. Ces chiffres sont évidemment fluctuants mais la tendance est bien celle-ci : le Parti travailliste ne serait pas en mesure de profiter d'élections anticipées qui ne sont, au demeurant, nullement prévisibles à court terme, en dépit de la fragilité de la coalition gouvernementale.

Plus grave d'une certaine manière, étant donné la personnalisation des campagnes électorales, Ed Miliband n'était considéré comme un Premier ministre crédible que par 24 % de l'ensemble des citoyens britanniques. 30 % au moins des électeurs travaillistes potentiels lui déniaient cette crédibilité, avec d'ailleurs de nettes différences selon le sexe et les catégories socio-professionnelles : Ed Miliband séduit davantage les femmes et les catégories aisées de la population que les hommes et les couches populaires.

Les partisans de ce dernier peuvent plaider, non sans raison, qu'il faut du temps pour installer un dirigeant politique dans l'opinion, même en Grande Bretagne où il est pourtant moins besoin, comme en France, d'être dans le paysage depuis de longues années et d'avoir alterné succès et revers.

Il reste que le leader travailliste a manqué de pugnacité dans son rôle d'opposant. Excellent pour dénoncer, aux Communes, les turpitudes des conservateurs au moment de l'affaire Murdoch, lorsque la « presse de caniveau » a été convaincue d'avoir mis sur écoute des citoyens avec l'aval de certains responsables de la police, il s'est montré plus indécis sur les questions économiques et sociales.

Il a condamné comme « inutile » la grève du 30 juin 2011, lancée par les syndicats de fonctionnaires contre la réforme des retraites mise en place par le gouvernement



Labour Party  
en 2011 :  
des orientations  
encore mal définies

Cameron. Cette réforme qui succède à un gel des salaires dans le secteur public retarde l'âge de départ à la retraite, augmente les cotisations et surtout retient comme base de calcul de la pension une moyenne des salaires perçus sur toute la durée de la carrière au lieu des dernières années. La forte mobilisation de la fonction publique et notamment des enseignants, la modestie de l'action entreprise (24 heures de grève), le soutien d'une moitié de la population britannique selon les sondages n'ont pas empêché Ed Miliband de rester fidèle à l'aversion développée par le New Labour à l'encontre des mouvements sociaux.

Cette attitude qui lui a valu des sifflets au congrès des TUC (*Trade Unions*), le 13 septembre 2011, s'explique par la volonté de rester au centre de l'échiquier politique et de ne pas inquiéter un électorat localisé dans le sud de l'Angleterre, hostile par principe à la protestation sociale. Peut-être cette position procédait-elle aussi d'une volonté d'affirmer son indépendance vis-à-vis des syndicats. Il n'est pas certain que ce choix, électoralement payant dans les années 1990, garde tout son sens dans un contexte de crise économique dans lequel les syndicats parviennent à mobiliser une fraction importante des salariés. Ces derniers risquent de ne pas pardonner aux travaillistes d'avoir emboîté le pas à David Cameron sur la condamnation des grèves. En tout état de cause, l'image d'Ed Miliband en sort brouillée.

Les relations fraîches avec les syndicats se doublent d'une difficulté à arbitrer entre les positions et les factions à l'intérieur du parti. Le Labour n'a pas de tradition, même imparfaite comme dans le Parti socialiste français, d'organisation des débats internes. A la base, on se préoccupe de distribuer les tracts et de convaincre les électeurs ; les débats politiques se déroulent dans des « think tanks » formellement extérieurs au parti ou dans des cercles très restreints. L'unanimité est une grande force tant qu'il accompagne une conquête électorale ; dans l'opposition ou même dans une période plus difficile comme l'ont montré les dernières années des travaillistes au pouvoir, l'absence de débats formalisés stérilise des luttes de clan qui se développent d'autant plus quand le « leader » n'est pas contesté.

Une majorité de parlementaires s'était prononcée en faveur de David Miliband. Ed a dû leur faire une place dans son « shadow cabinet » où ils occupent, *a minima*, huit postes et sont souvent critiques à l'égard du premier d'entre eux. Dans les unités



Labour Party  
en 2011 :  
des orientations  
encore mal définies

locales du parti, les blairistes restent majoritaires dans l'appareil qu'ils verrouillent efficacement. De leur côté, les partisans de l'Old Labour, la « gauche » du parti, défaits durant toute la période blairiste, retrouvent un semblant de vigueur, Ed Miliband ayant eu besoin d'eux pour être élu et la période leur étant plus favorable. Enfin, la presse s'est beaucoup intéressée aux travaux de Lord Glasman et de ses amis qui ont publié un Livre bleu dans lequel ils dénoncent pêle-mêle le capitalisme, le système universitaire britannique et l'immigration, en demandant notamment que l'on interdise aux Polonais de venir travailler en Grande-Bretagne et en suggérant que l'extrême-droite n'a pas tort sur tout.

En d'autres termes, le Parti travailliste abrite un conglomérat qui va du centrisme blairiste au populisme nationaliste. Cela a d'ailleurs toujours été le cas mais désormais cela apparaît très clairement, l'équipe dirigeante ne semblant plus en mesure de refermer le couvercle ou d'arbitrer.

## UN PROGRAMME À CONSTRUIRE

Interrogés sur leur programme, les responsables travaillistes répondent qu'ils ont le temps devant eux. Il n'y aura pas, selon eux, d'élections générales avant 2015, éventuellement 2014 en cas d'élections anticipées annoncées par le Premier ministre. Ils disent donc avoir décidé de ne pas se précipiter, afin de ne pas offrir de prise à la critique de leurs adversaires ou au pillage de leurs idées.

De fait, les documents publiés à l'occasion du congrès de Liverpool sont souvent vagues, celui consacré à la politique étrangère étant même très général si l'on souhaite dire les choses aimablement, ou vide si l'on préfère s'exprimer plus nettement.

Le discours d'Ed Miliband devant le congrès, traditionnellement le grand discours de politique générale de l'année, n'a pas contribué à préciser les nouvelles orientations du parti. Très axé sur les « valeurs britanniques », concept peu défini mais duquel se dégage la notion de « responsabilité » (des individus comme des entreprises), il a donné peu d'indications sur les lignes directrices d'un programme alternatif.



Labour Party  
en 2011 :  
des orientations  
encore mal définies

Ed Miliband a insisté sur la nécessité de bien gérer, de ne « pas dépenser au-dessus de ses moyens », de réduire les déficits, tout en critiquant les mesures d'austérité de David Cameron, jugées déséquilibrées et de nature à provoquer une récession. A cet égard, même s'il reste vague, le projet travailliste n'est pas très différent de celui des autres sociaux-démocrates européens, à la recherche du « policy mix » adapté pour réduire la dette sans tuer la croissance. Plus original pour la Grande-Bretagne, Ed Miliband a souligné la nécessité de reconstituer une base productive dans un pays dominé par la sphère financière, « le choix des producteurs contre les prédateurs ».

L'observateur européen, qui suit au jour le jour les péripéties des crises grecque, irlandaise, portugaise... ne peut qu'être surpris, en revanche, par l'autisme apparent des travaillistes à l'égard de la crise des dettes souveraines. Alors que la Grande-Bretagne cumule un niveau élevé d'endettement privé et public et est menacée de récession, la crise européenne est qualifiée d'événement de « politique étrangère ». Comme si l'absence d'appartenance à la zone euro constituait une barrière de protection inexpugnable et comme si le pays ne commerçait pas d'abord avec les Etats de la zone euro. Plus surprenant encore, les documents consacrés à la conjoncture extérieure se concentrent sur la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, ce qui n'est pas tout à fait nouveau, et sur le « printemps arabe », certes plus récent mais ayant peu de conséquences directes sur la vie quotidienne des Britanniques. La crise américaine comme la crise européenne semblent appartenir à un ailleurs qui n'est pas vraiment pensé.

Il va sans dire que, dans ces conditions, le Parti travailliste n'est guère préparé à faire évoluer ses positions au sein du Parti des socialistes européens (PSE), même si ses responsables viennent de se rallier, ce qui n'est pas négligeable, à l'idée d'une taxe sur les transactions financières.

Le Labour reste donc en équilibre fragile, encore mal dégagé du passé et peinant à trouver des idées nouvelles, adaptées à une période totalement différente de celle qui l'a vu gagner en 1997.